

Sur le long terme (avoisinant 20 ans), la demande globale réagit positivement à la réduction des taux d'intérêt et de l'inflation. La réduction de la dette extérieure nette accroît la part de la production nationale disponible pour la consommation intérieure. C'est en raison de ce gain permanent au niveau de la consommation intérieure que les analystes de la Banque concluent que malgré les coûts à court terme associés à la réduction du ratio dette/PIB (y compris un recul temporaire de la consommation intérieure), les gains à long terme sont substantiels et valent la peine.

En ce qui concerne le taux de change réel à long terme, il reste virtuellement inchangé par l'initiative financière dans les deux scénarios. On constate une légère appréciation réelle dans les deux cas. L'enseignement à tirer (en termes seulement des effets sur le taux de change réel) est que les exportations nettes peuvent être stimulées positivement par une réduction du niveau de l'endettement public par rapport au PIB à court et à moyen termes, mais non sur le long terme.

Conclusion

Compte tenu de la taille de la dette du secteur public au Canada, on peut penser qu'elle affectera l'économie nationale pendant un certain temps. De façon réaliste, une dette publique importante qui s'accumule sur nombre d'années ne peut être éliminée en une seule fois, à tout le moins pas sans d'importants déplacements économiques. Le gouvernement fédéral a maintenant un plan crédible pour réduire son déficit et alléger le fardeau de la dette, deux facteurs indispensables pour améliorer l'environnement macroéconomique national et accroître la confiance des investisseurs dans l'économie canadienne.

Le secteur commercial profitera clairement des effets de la réduction du déficit et de la dette. L'abaissement des taux d'intérêt réels devrait stimuler les dépenses d'équipement, un des facteurs clés pour maintenir la compétitivité internationale du pays. Il semble aussi que le taux de change réel dépréciera sur le court et moyen termes et stimulera les exportations nettes. Dans la mesure où la réduction du déficit conduira à un allègement du fardeau fiscal supporté par les Canadiens, il en résultera une amélioration de la compétitivité internationale du pays. La Direction de la politique économique et commerciale (CPE) procédera à une analyse plus fouillée des rapports

Washington DC, février 1994, p. 10-11. Toutefois, les analystes n'acceptent pas tous qu'il y ait un tel impact sur le taux de change. Certains croient que la réduction du déficit augmentera la confiance des investisseurs étrangers dans l'économie canadienne et la valeur du dollar. Voir, par exemple, W.B.P. Robson et W.M. Scarth, « Debating Deficit Reduction: Economic Perspectives and Policy Choices », dans *Deficit Reduction: What Pain, What Gain?*, W.B.P. Robson and W.M. Scarth (sous la direction de), C.D. Howe Institute, Toronto (Ontario), 1994, p. 25.